

27e sommet de l'UA à Kigali : P.4

Le Président Faure tient à la réussite du sommet sur la sécurité maritime au Togo



Le Président Faure et le ministre Dussey lors des travaux du Sommet

Récepissé n°0149/14/03/01/HAAC
N°490 du 25 Juillet 2016
Nouvelle
OPINION
Prix : 250F CFA

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Rapport sur les accidents de circulation au Togo :
Les Ministres Yark et Ninsao
appellent à la vigilance
des usagers de la route P.7

TERRAIN BALISÉ POUR LES RÉFORMES
POLITIQUES AU TOGO

Le HCRRUN remet les
recommandations de son
atelier au Chef de l'Etat P.4

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES
ENSEIGNANTS VENDREDI AU CENTRE
COMMUNAUTAIRE TOKOIN :

Une nouvelle plateforme
revendicative bientôt sur
la table du gouvernement P.6

RENCONTRE D'ÉCHANGES SUR
LA QUESTION DU CIVISME :

Les médias sollicités pour
un regain de conscience
des populations P.6

La duplicité politique de Fabre mise au grand jour :

La nouvelle proposition de loi ANC-ADI, une hypocrisie politique



Jean-Pierre Fabre, président de l'ANC



Prof Aimé Gogué, président de ADDI

Les fédérations du CAR haussent le ton :

Me Dodzi Paul Apevon reçoit la dernière sommation



Me Dodzi Apevon

Le seul choix qui reste à faire à un leader qui n'est plus utile à sa formation politique est de quitter la barque pour laisser le parti évoluer dans les normes. Mais tout porte à croire que Me Dodzi Apevon préfère se comporter comme un lépreux qui, à défaut de pouvoir arracher le pot de lait, choisit plutôt de tout renverser. Quel capacité de nuisance ! ... Dans la deuxième interpellation qui mérite d'être lue avec la raison et non les sentiments, les présidents fédéraux se montrent d'une rare élégance dans leur démarche contrairement à ce qu'Apévon et son camp voudraient faire croire. D'une part, les présidents fédéraux s'indignent de la prise en otage du parti par Apévon et de l'autre, ils lui rappellent de respecter les textes. Et, il est plus que clair que Dodzi Apévon est dans la posture du refus catégorique de convoquer un congrès. Suite page 7

LES NUMEROS VERT DE L'OTR
POUR SIGNALER
TOUT FAIT SUSPECT
VEUILLEZ COMPOSER
N° VERT
8280
Anticorruption
POUR TOUT RENSEIGNEMENT
INFORMATION OU CONSEIL
VEUILLEZ COMPOSER LE
N° VERT
8201
Renseignements
OTR
FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

ANNONCES

Assemblée Générale Groupe des Syndicats Autonomes **M. Adjé Koffi GUEZO reconduit à la tête de la fédération**

Le Groupe des Syndicats Autonomes (GSA) dans le souci de reconfigurer le bureau exécutif national de la centrale syndicale, a tenu le samedi 16 juillet dernier au siège du SYN BANK son assemblée générale. L'objectif poursuivi est de programmer les activités syndicales d'une part et d'autre part, de lutter pour la revalorisation des pensions du secteur privé et para public et la prise en charge par l'NNAM des retraités de ces secteurs.

Depuis leur dernier congrès du 05 février 2014 tenu à l'hôtel IBIS la centrale à travers l'assemblée générale du 16 juillet dernier se repositionne de nouveau dans le rang des syndicats. Elle apporte enfin un cachet particulier au travail de groupe qui se faisait au sein de la Coordination des Centrales Syndicales du Togo (CCST).

Etant aujourd'hui à la croisée des chemins, les membres de cette centrale syndicale ont jugé utile qu'une bonne organisation

s'avère nécessaire pour une amélioration continue de leur texte qui doit constituer le soubassement de leur organisation et l'élaboration de leur programme d'activité.

Ils ont souligné qu'ils continueront à œuvrer aux côtés des autres collègues travailleurs au sein du Conseil National du Dialogue Social avec le gouvernement et le patronat en vue de mieux prévenir les conflits sociaux à l'échelle des unités de production ou à l'échelle nationale.



Photo de famille

M. Adjé Koffi GUEZO, le nouveau secrétaire général reconduit à la tête du GSA, a invité les autres camarades à plus de responsabilité de manière à

maintenir l'unité de la centrale et de rechercher constamment la cohésion de groupe pour l'attente de leur objectif.

Kodjovi



À PARTIR
DU 17
MAI 2016

**TARIF
UNIQUE
pour Tous
BAISSE
pour Chacun**

Communiquez en toute **liberté**
vers tous les réseaux nationaux

Leader

**"Moi Mon TARIF
est UNIQUE "**

60^F
TTC LA MINUTE



Privilège

**"Moi aussi
Mon TARIF est UNIQUE "**

65^F
TTC LA MINUTE



Classique

**"Moi aussi
Mon TARIF est UNIQUE "**

80^F
TTC LA MINUTE



Jeunes

**"Moi aussi
Mon TARIF est UNIQUE "**

85^F
TTC LA MINUTE



Tarifs vers tous les réseaux nationaux et divisibles par pas de 20 secondes

La duplicité politique de Fabre mise au grand jour : La nouvelle proposition de loi l'ANC-ADI, une hypocrisie politique

En politique, il n'est pas du tout aisé de dribler tout un peuple pour longtemps. L'Alliance Nationale pour le Changement de Jean-Pierre Fabre l'aura appris à ses dépens. Les jours sont désormais comptés pour le parti orange qui risque de voir tout le masque qu'il portait tomber une fois pour de bon. Très longtemps, les premiers responsables de l'UFC devenus fondateurs de l'ANC savent bien tirer sur la fibre sensible des aspirations profondes des militants de l'opposition pour les berner et assouvir à leur soif partisane. Le jeu a tellement duré qu'aujourd'hui qu'il fait la nique au temps, la mayonnaise peine à prendre malgré les multiples appels à la marche dans les rues de Lomé.

La nouvelle proposition de loi l'ANC-ADI, une hypocrisie politique de Fabre

Pour les esprits simples, Fabre et l'ANC, en s'associant avec ADI pour soumettre une nouvelle proposition de loi à l'assemblée nationale sont soucieux de la mise en application des réformes politiques et institutionnelles au Togo. C'est bien ce que croient la ma-



Jean-Pierre Fabre, président de l'ANC

rité des fanatiques de l'opposition, mais en réalité, ce n'est pas la vraie intention des dissidents de l'UFC. Les esprits avertis ne se laissent pas berner par cette hypocrisie digne d'un mégalomane politique. Plusieurs raisons expliquent que l'ANC n'a jamais déposé cette proposition de loi à l'assemblée dans le but de voir les réformes s'opérer.

D'abord, la proposition de loi en question dans son contenu est exactement identique à celle dont l'adoption a déjà connu un échec à cause des malentendus entre UNIR et ANC. Et on se demande pourquoi ramener en intégralité

ce qui a déjà fait l'objet de désaccord entre la majorité parlementaire et la minorité.

Ensuite, même en réintroduisant cette proposition de loi sujette à polémique, le bon sens voudrait que ceux qui ont introduit la nouvelle proposition de loi engagent des négociations de coulisse avec la majorité parlementaire dont ils ont besoin pour faire adopter lesdites réformes. Ceci n'est pas le cas et on se demande toujours par quelle alchimie l'ANC pourra amener les députés UNIR à s'accorder sur cette loi et la voter à l'unanimité comme ils prétendent le vouloir. Difficile à comprendre.



Prof Aimé T. Gogué, président de l'ADDI

Enfin, l'attitude de l'ANC qui surprend le plus, c'est le discours politique haineux qu'elle tient à l'endroit des initiateurs et acteurs du HCRRUN. Si l'ANC a besoin des voix des députés de UNIR pour l'adoption de sa proposition de loi, comment comprendre que Fabre et ses collaborateurs prennent encore du plaisir à vilipender le président d'UNIR et les acteurs du HCRRUN comme étant des hommes de mauvaise foi qui cherchent à dribler une fois de plus les Togolais ? Si tel est le cas, sur qui Fabre et les siens comptent-ils donc pour l'adoption de la proposition de loi déposée

à l'assemblée nationale ?

Tout ceci voudra tout simplement dire que l'ANC n'a jamais eu pour objectif l'adoption de sa proposition de loi par l'assemblée nationale, mais plutôt elle cache une autre intention, celle de vouloir s'affirmer le parti de l'opposition le plus sérieux et populaire et soucieux du bien-être des populations alors qu'il n'est rien. Les Togolais dans leur majorité ont à présent tout compris et l'ANC de Jean-Pierre Fabre perd ainsi peu à peu sa crédibilité aux yeux des militants et sympathisants de l'opposition togolaise.

Apo

Fin des travaux d'HCRRUN :

Un satisfécit noté par l'ensemble des participants

L'Atelier de réflexion et d'échanges sur les réformes politiques et institutionnelles dont les travaux ont été ouverts le lundi 11 juillet dernier à la salle Fazao du Radisson Blu Hôtel 2 Février est enfin arrivé à son terme le vendredi 15 juillet 2016 en présence du Ministre chargé des Relations avec les Institutions de la République représentant le Chef du Gouvernement. Ouvert aux partis politiques, aux membres du gouvernement, aux représentants de la société civile, de la jeunesse, et des médias, cet atelier a été marqué par la volonté et l'engagement de tout un chacun de donner une impulsion nouvelle à la dynamique du processus des réformes dont le HCRRUN a la charge.

" À force de persévérer, n'importe qui peut parvenir à déplacer une montagne. ", nous apprend un proverbe chinois. C'est en cela que les Togolais toujours endurants sont enfin arrivés à siéger une fois encore autour d'une même table pour discuter des questions de réformes qui depuis 25 ans divisent la classe politique et le peuple tout entier. Au-delà des questions philosophiques, ils ont fait preuve de maturité pour arriver à échanger sur la question des réformes politiques, constitutionnelles et institutionnelles qui depuis long-



Vue partielle des participants à l'atelier

temps se trouve au cœur des préoccupations de tous Togolais et au centre des débats politiques.

Les travaux de cet atelier de réflexion et d'échanges ont été ponctués par les voix des Syndicats et de la Société civile togolaise qui ont montré l'impérieuse nécessité d'orienter les réformes envisagées non seulement en direction des droits civiques et politiques, mais également vers le bien-être quotidien des Togolais qui passe par la promotion des droits économiques et sociaux.

C'est un atelier dont les travaux ont été fructueux, car selon le constat, bien qu'il y ait eu des confrontations autour des débats, nul ne met plus en doute la nécessité de consolider le processus démocratique, d'améliorer le cadre de vie et les voies à explorer qui sont diverses et

transversales à savoir :

- Le respect des délais constitutionnels ;
- Le réajustement du régime politique ;
- Le reformatage du dispositif parlementaire ;
- L'institution du tribunal électoral ;
- La consolidation de la place républicaine de l'Armée ;
- La gestion des identités ethniques et tribales dans la gouvernance ;
- La modernisation de la gestion du foncier...
- La régulation adaptée du cadre réglementaire et anthropologique d'exercice des privilèges protocolaires et administratifs de la chefferie...

Consciente que la raison finit par l'emporter sur la passion, Mme Awa Nana Daboya, présidente du HCRRUN s'estime heu-

reuse car des Togolais et Togolaises sont enfin arrivés à discuter et décider à avancer, au nom de l'intérêt national. C'est pourquoi elle les a tous invités à consolider cette capacité à nous écouter les uns les autres avant de parler, avec le souci constant du respect réciproque. Comme l'enseigne une sagesse, " le dos ne se brise pas en s'inclinant ". Aussi, la présidente du HCRRUN trouve-t-elle que Pour que les réformes prennent vie conformément aux souhaits et vœux de tout un chacun, il est nécessaire d'accorder une grande place au dialogue constructif qui est le seul gage d'un consensus.

Au regard de la qualité et de la pertinence des conclusions des travaux en ateliers, Mme Awa Nana Daboya a, au nom de toute l'équipe, renouvelé ses sincères gratitude à tous les participants et aux partis politiques qui ont accepté de venir dérouler la perception qu'ils ont des Réformes Politiques et Institutionnelles. Cela a été une occasion pour la présidente du HCRRUN d'exprimer aussi toute sa gratitude au Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé pour sa sollicitude et l'écoute constantes qu'il a toujours manifestées à leur agenda. Elle a saisi également l'opportunité de la cérémonie de clôture

de cet atelier, pour dire ses vifs remerciements au gouvernement et aux institutions de la République pour l'appui régalién qu'ils ne cessent de lui apporter dans l'accomplissement de sa mission.

Au moment où l'Institution vient de franchir un nouveau cap dans le cadre de l'exécution des actions identifiées et consignées dans son Plan stratégique, le HCRRUN par la voix de sa présidente a eu à saluer également la présence à cet atelier des Organisations internationales pour le concours multiforme dont le HCRRUN a toujours bénéficié de l'ensemble des partenaires techniques et financiers du Togo. Pour Awa Nana Daboya, les résultats de l'atelier national sur les Réformes Politiques et institutionnelles qui a pris fin le vendredi 17 juillet dernier doivent leur conforter dans le sentiment que devant un défi national, il faut une réponse nationale.

Emerveillé par la qualité et la profondeur des exposés et des débats qui ont eu lieu au cours de cet atelier, le Chef du gouvernement représenté par Pius AGBETOMEY, ministre de la justice a tout d'abord félicité la présidente du HCRRUN pour l'initiative qui a permis aux acteurs politiques, aux personnalités reli-

Suite à la page 6

Terrain balisé pour les réformes politiques au Togo : Le HCRRUN remet les recommandations de son atelier au Chef de l'Etat

L'atelier sur les réformes politiques et institutionnelles organisé par le HCRRUN, ont pris fin depuis le 15 juillet dernier. Cette assise qui a été une occasion pour les partis politiques, la société civile, les intellectuels, les universitaires, l'armée et toutes les forces vives de la nation de discuter durant cinq jours, a accouché des recommandations. Le 21 juillet dernier, le rapport général de cet atelier a été remis au président de la république Faure Gnassingbé par la présidente de cette institution Mme Awa nana.

Ce rapport qui constitue des propositions faites par les participants servira de base aux tra-

vau de la Commission des réformes qui sera mise sur pied par le chef de l'Etat. La prochaine

étape pour l'opérationnalisation des réformes, sera la nomination des autres membres de la com-



Mme Awa Nana, Pdte HCRRUN



Le Président Faure Gnassingbé

mission des réformes avec à sa tête Mme Awa Nana Daboya

comme présidente.

Après cette remise solennelle des recommandations du HCRRUN, les interrogations continuent d'alimenter le débat sur l'aboutissement de ces réformes politiques qui déchirent la classe politique depuis des années.

A présent, tous les Togolais ont leurs regards portés sur le chef de l'Etat. Mais il faut avouer que, c'est la volonté manifeste du président Faure qui se matérialise quand on sait que lors de son séjour en Allemagne, il est revenu sur cette question dans une interview qu'il a accordée à notre confrère Deutsche Welle. M. Faure Gnassingbé a demandé en substance que cette question soit traitée sans tabou. Aujourd'hui, c'est chose faite. Cependant, nous redoutons que le débat ne soit personnalisé au point de créer des attermoissements. Toutes les questions qui ont été prises en compte par les panélistes seront traitées sans anicroches.

A coup sûr, toute la classe politique doit jouer une certaine franchise pour l'encrage de la cohésion nationale, base d'une réconciliation nationale.

Au demeurant, le HCRRUN a fait sa part. La commission sur les réformes et l'assemblée nationale ont l'obligation, in fine, d'apporter leur contribution pour que les politiques ne se déchirent plus sur les réformes politiques.

Nouvelle Opinion

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC

Siège: Adidoadin, PAvée prolongé, 2ème carré après Pharmacie Le Galien

Directeur de Publication:

El Hadj TCHAGNAO Arimiyao
Cel: 91 36 37 55
jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs :

Tchagnao
El Hadj Arimiyao
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroine Tchagnao
Pierre Pouli

Imprimerie:

La Colombe

Tirage :

2.000 exemplaires

27e sommet de l'UA à Kigali :

Le Président Faure tient à la réussite du sommet sur la sécurité maritime au Togo

Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a participé du 17 au 18 juillet dernier à Kigali au Rwanda, au 27e sommet de l'UA. Le président de la république togolaise et sa délégation ont discuté avec l'Union Africaine des préparatifs du sommet sur la sécurité maritime en Afrique. Une rencontre de grande envergure qui aura lieu en octobre prochain à Lomé et organisée par la commission Paix et sécurité de l'UA et l'Etat togolais.

Les Chefs d'Etats africains présents à Kigali ont débattu également de plusieurs autres sujets portant sur la protection des femmes et le droit des minorités, la succession à la tête de la commission africaine de Nkosazana Zuma, la lutte contre le terrorisme, la crise burundaise, et la mise en place d'un passeport africain. Trois personnalités ont fait acte de candidature pour la succession à la tête de l'institution. Il s'agit de l'Équato-Guinéen



Le Président Faure et le ministre Dussey lors des travaux du Sommet

Agapito Mba Mokuy, de la Botswanaise Pelonomi Venson-Moitoi et de l'Ougandaise Speciosa Wandira-Kazibwe.

La situation au Soudan du Sud était également une préoccupation majeure pour les participants. Le Conseil exécutif s'est aussi penché sur la situation en Guinée Bissau et sur les enjeux sécuritaires, notamment en Afrique de l'Ouest.

Placé sous le thème : " 2016, l'année africaine des droits de l'Homme avec une attention particulière pour les droits des femmes", ce 27e sommet de l'UA serait le dernier sommet avant celui prévu pour Lomé sur la sécurité maritime.

Les autorités togolaises ont saisi l'occasion lors de cette assise pour procéder aux derniers réglages avant le 15 octobre,

date retenue pour ce sommet au Togo. Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé tient à la réussite de cette rencontre de Lomé. Au sortir de cette rencontre de Lomé, les pays membres auront à adopter une charte africaine juridique contraignante sur la sécurité maritime destinée à mettre en œuvre une politique de lutte contre la piraterie, les trafics de drogue et d'armes et la pêche illégale.

M. Robert Dussey, le chef de la diplomatie togolaise, lors des réunions préparatoires n'a pas manqué de s'exprimer sur ce sujet important en expliquant aux participants combien il est nécessaire de tenir une telle rencontre pour lutter efficacement contre la piraterie maritime sous toutes ses formes.

NO

8e session ordinaire du conseil des gouverneurs :

La croissance économique a dépassé 6 % pour la deuxième année consécutive

Le Fonds Africain de Garantie de Coopération Economique (FAGACE) a tenu vendredi dernier à Lomé la 8ème session ordinaire du conseil des gouverneurs. Les travaux ont été ouverts par le ministre togolais de l'Economie et des finances, Adji Otèth Ayassor, président en exercice du Conseil des gouverneurs depuis juin 2015.

Les ministres de l'économie et des finances des quatorze pays membres du FAGACE ont pris part à cette rencontre.

A l'issue des travaux, d'importantes décisions relatives au fonctionnement, au développement des activités et à l'avenir du Fonds ont été prises.

A l'ouverture des travaux, le ministre de l'économie et des finances, Otèth Ayassor a expliqué que la croissance économique en Afrique est au ralenti, en raison de la baisse du prix des matières premières, notamment du pétrole, et

du ralentissement de l'activité des grandes économies partenaires de l'Afrique. Malgré ce contexte économique difficile corsé par une situation sécuritaire préoccupante, en 2015, pour la deuxième année consécutive, la croissance économique a dépassé 6 %. Ceci a été rendu possible grâce aux investissements dans les infrastructures, une consommation privée vigoureuse et de bonnes performances agricoles. Le ministre Ayassor a relevé cependant que les exploits en matière agricole pourraient être affectés par la sécheresse dans plusieurs pays africains, cette année.

Aussi, a-t-il également reconnu qu'en 2009, des actions visant au redressement et à la relance des activités du conseil ont été menées. Ce qui a conduit à l'augmentation du capital qui est passé de 100 milliards à 350 milliards FCFA avec en 2016, un appel d'une tranche du capital à hauteur de 22,953

milliards de FCFA pour permettre la recapitalisation du Fonds, le développement progressif des activités opérationnelles avec 13 projets avalisés à hauteur de 30, 724 Milliards en 2015 dans les domaines les télécommunications, l'industrie, la micro finance, la maintenance portuaire et l'hôtellerie.

Il faut noter aussi que deux accords de siège ont été signés par le Fonds avec la République du Cameroun et la République du Rwanda en vue du renforcement de ses activités opérationnelles en Afrique centrale et en Afrique de l'Est. En dépit de ces efforts consentis, le ministre togolais de l'économie et des finances a indiqué que beaucoup restent encore à faire.

Outre sa mission de contribuer au développement économique et social des Etats membres, le FAGACE facilite le financement et la réalisation des projets de développement à travers la garantie des prêts à moyen ou long terme desti-

nés au financement ou au refinancement d'investissements productifs, la garantie des prêts. Il vise également à promouvoir le commerce ou les productions locales, à renforcer les institutions financières ou internationales, en l'occurrence les institutions de micro finance, l'allègement des conditions d'emprunt par la bonification du taux d'intérêt ou l'allongement de la durée de crédit. Le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique finance des projets de développement avec la prise de participation dans le capital social d'entreprises nationales ou régionales et la gestion de fonds pour le compte de tiers.

Il comprend 14 pays africains que sont, le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Centrafrique, le Congo Brazzaville, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Rwanda, le Sénégal, le Tchad et le Togo.

N.O

Forum politique sur les ODD à New York :

Le gouvernement s'engage à relever les défis qui nécessitent une nouvelle approche en matière de développement

Le Premier ministre, Komi Selom Klassou, est intervenu mercredi 20 juillet dernier à New York à l'occasion de Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé par les Nations Unies. Cette rencontre est une plate-forme pour le suivi de la mise en œuvre des 17 objectifs de développement durable (ODD).

Cette rencontre est une plate-forme pour le suivi de la mise en œuvre des 17 objectifs de développement durable (ODD).

De développement, il en a justement été question dans son discours. M. Klassou a rappelé que son pays avait traversé une sérieuse crise de 1990 à 2005 avec des effets dévastateurs sur l'indice de pauvreté. Le contexte s'est largement amélioré grâce à la politique de reconstruction menée à l'initiative du président Faure Gnassingbé.

La stratégie de réduction de la pauvreté et les différentes interventions sectorielles sont déterminants dans la lutte contre la pauvreté.

Le chef du gouvernement a indiqué que les actions du gouvernement étaient focalisées sur la fourniture de services sociaux aux communautés à la base notamment, l'eau potable, l'assai-

nissement, l'éducation, la promotion de l'emploi des jeunes.

A ces actions le combat contre l'exclusion financière avec la création du Fonds national de la finance inclusive,

Afin d'assurer le développement, le Togo a massivement investi dans les infrastructures : routes, énergie, port, aéroport, technologies de l'information

L'incidence de la pauvreté est passée de 61,7% en 2006 à 55,1% en 2015. Le Premier ministre a toutefois reconnu que les défis restaient importants et nécessitaient une nouvelle approche en matière de développement.

Raison pour laquelle, le Togo s'est engagé dans un processus d'intégration des ODD dans les instruments de planification.

Améliorer les conditions de vie de la population

'Le président de la République



Le PM Klassou lors de la rencontre

a placé son quinquennat actuel sous le sceau du mandat social. Aussi, le gouvernement, avec l'appui technique du PNUD, s'est-il engagé en 2016 dans un vaste Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) qui vise l'amélioration significative et concrète des conditions de vie des populations vulnérables vivant dans les zones peu ou mal desservies par les infrastructures et services socio-économiques de base et la réduction des inégalités sociales dans

notre pays', a indiqué Komi Selom Klassou.

Le PUDC est un outil destiné à contribuer efficacement à l'atteinte des ODD.

La lutte contre la pauvreté et pour le développement coûte cher. Le Togo doit pouvoir compter sur les ressources internes et externes. L'Office togolais des recettes (régie commune aux douanes et aux impôts) a permis d'augmenter significativement les ressources fiscales qui sont passées de 16% du PIB en 2013 à

l'équivalent de 20,2% du PIB en 2015.

Outre les flux de l'aide publique au développement et les montages institutionnels d'appui à la mise en œuvre des ODD, le Togo entend optimiser le financement de ses besoins en infrastructures en tirant profit des opportunités offertes par les partenariats public-privé. Par ailleurs, en qualité de pays pilote, le Togo compte mener avec les Etats de la sous-région, des réflexions approfondies pour asseoir les mécanismes de financement, le captage de ressources appropriés et nécessaires, les centres de recherche et d'innovation capables d'accélérer la mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable.

En conclusion, le chef du gouvernement a souligné que le succès des ODD était lié aux capacités d'anticipation dans la mise en place des politiques de développement pour que les ODD apportent cet avenir que nous voulons.

Source : republicoftogo.com

Fin des travaux d'HCRRUN :

Un satisfécit noté par l'ensemble des participants

L'Atelier de réflexion et d'échanges sur les réformes politiques et institutionnelles dont les travaux ont été ouverts le lundi 11 juillet dernier à la salle Fazao du Radisson Blu Hôtel 2 Février est enfin arrivé à son terme le vendredi 15 juillet 2016 en présence du Ministre chargé des Relations avec les Institutions de la République représentant le Chef du Gouvernement. Ouvert aux partis politiques, aux membres du gouvernement, aux représentants de la société civile, de la jeunesse, et des médias, cet atelier a été marqué par la volonté et l'engagement de tout un chacun de donner une impulsion nouvelle à la dynamique du processus des réformes dont le HCRRUN a la charge.

" À force de persévérer, n'importe qui peut parvenir à déplacer une montagne. ", nous apprend un proverbe chinois. C'est en cela que les Togolais toujours endurants sont enfin arrivés à siéger une fois encore autour d'une même table pour discuter des questions de réformes qui depuis 25 ans divisent la classe politique et le peuple tout entier. Au-delà des questions philosophiques, ils ont fait preuve de maturité pour arriver à échanger sur la question des réformes politiques, constitutionnelles et institutionnelles qui depuis longtemps se trouve au cœur des préoccupations de tous Togolais et au centre des débats politiques. Les travaux de cet atelier de réflexion et d'échanges ont été ponctués par les voix des Syndicats et de la Société civile togolaise qui ont montré l'impérieuse nécessité d'orienter les réformes envisagées non seulement en direction des droits civiques et politiques, mais également vers le bien-être quotidien des Togolais qui passe par la promotion des droits économiques et sociaux. C'est un atelier dont les travaux ont été fructueux, car selon le constat, bien qu'il y ait eu des confrontations autour des débats, nul ne met plus en doute la nécessité de consolider le processus démocratique, d'améliorer le cadre de vie et les voies à explorer



La table d'honneur lors de la cérémonie de clôture de l'atelier

qui sont diverses et transversales à savoir :

- Le respect des délais constitutionnels ;
- Le réajustement du régime politique ;
- Le reformatage du dispositif parlementaire ;
- L'institution du tribunal électoral ;
- La consolidation de la place républicaine de l'Armée ;
- La gestion des identités ethniques et tribales dans la gouvernance ;
- La modernisation de la gestion du foncier...
- La régulation adaptée du cadre réglementaire et anthropologique d'exercice des privilèges protocolaires et administratifs de la chefferie...

Consciente que la raison finit par l'emporter sur la passion, Mme Awa

Nana Daboya, présidente du HCRRUN s'estime heureuse car des Togolais et Togolaises sont enfin arrivés à discuter et décider à avancer, au nom de l'intérêt national. C'est pourquoi elle les a tous invités à consolider cette capacité à nous écouter les uns les autres avant de parler, avec le souci constant du respect réciproque. Comme l'enseigne une sagesse, " le dos ne se brise pas en s'inclinant ". Aussi, la présidente du HCRRUN trouve-t-elle que Pour que les réformes prennent vie conformément aux souhaits et vœux de tout un chacun, il est nécessaire d'accorder une grande place au dialogue constructif qui est le seul gage d'un consensus. Au regard de la qualité et de la pertinence des conclusions des travaux en ateliers, Mme Awa Nana Daboya a, au nom

de toute l'équipe, renouvelé ses sincères gratitude à tous les participants et aux partis politiques qui ont accepté de venir dérouler la perception qu'ils ont des Réformes Politiques et Institutionnelles. Cela a été une occasion pour la présidente du HCRRUN d'exprimer aussi toute sa gratitude au Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé pour sa sollicitude et l'écoute constantes qu'il a toujours manifestées à leur agenda. Elle a saisi également l'opportunité de la cérémonie de clôture de cet atelier, pour dire ses vifs remerciements au gouvernement et aux institutions de la République pour l'appui régalién qu'ils ne cessent de lui apporter dans l'accomplissement de sa mission.

Au moment où l'Institution vient de franchir un nouveau cap dans le cadre de l'exécution des actions identifiées et consignées dans son Plan stratégique, le HCRRUN par la voix de sa présidente a eu à saluer également la présence à cet atelier des Organisations internationales pour le concours multiforme dont le HCRRUN a toujours bénéficié de l'ensemble des partenaires techniques et financiers du Togo. Pour Awa Nana Daboya, les résultats de l'atelier national sur les Réformes Politiques et institutionnelles qui a pris fin le vendredi 17 juillet dernier doivent leur conforter dans le sentiment que devant un défi national, il faut une réponse nationale.

Emerveillé par la qualité et la profondeur des exposés et des débats qui ont eu lieu au cours de cet atelier, le Chef du gouvernement

représenté par Pius AGBETOMEY, ministre de la justice a tout d'abord félicité la présidente du HCRRUN pour l'initiative qui a permis aux acteurs politiques, aux personnalités religieuses et traditionnelles, aux membres de la société civile, aux représentants d'institutions publiques de se parler en toute franchise et en toute sincérité sur les questions de réformes au Togo.

Aussi, se réjouit-il pour le bel exemple d'engagement que les participants ont eu à démontrer à travers leur présence et leurs contributions à cet atelier. Pour ce qui concerne les conclusions et les points de convergence du dit atelier, il a réitéré l'engagement du gouvernement qui continuera par jouer sa partition dans la conduite du vaste chantier des réformes constitutionnelles et institutionnelles qui s'inscrivent dans la volonté commune des Togolais et Togolaises.

Aujourd'hui pour eux, l'impératif de réconciliation nationale et le souci de créer durablement les conditions de paix, de stabilité et de cohésion nationale les interpellent et les appellent à un dépassement de soi et à l'amour de leur patrie. C'est pourquoi il a exhorté tous les acteurs à s'approprier les conclusions et les points de convergence de cet important atelier afin qu'elles servent de socle pour la construction des points ou de consensus en vue d'une bonne adaptation des institutions aux réalités au contexte togolais ainsi qu'aux aspirations profondes de la population.

Elom

Les enseignants en AG le vendredi dernier au Centre Communautaire Tokoin : Une nouvelle plateforme revendicative bientôt sur la table du gouvernement

Nous le disions il y a déjà quelques semaines. L'année scolaire écoulée a été sereine et normale par opposition aux années précédentes. Et le souhait de tous les Togolais est que l'année scolaire prochaine connaisse la même sérénité pour le bonheur de tous les acteurs de l'éducation. Seulement, il se pointe à l'horizon de nouvelles revendications des enseignants qui suscitent déjà des inquiétudes.

En effet, le vendredi 22 juillet dernier, deux nouveaux syndicats de l'enseignement général et deux autres de l'enseignement technique ont convoqué une assemblée générale au centre communautaire de Tokoin à Lomé. Cette assemblée avait un ordre du jour repartitionné essentiellement en trois points à savoir :

- Présentation des deux nouveaux syndicats de l'enseignement général et les raisons de leur création ;
- Plateforme revendicative des quatre syndicats ;
- Position des enseignants par rapport à la modalité du paiement des primes de rentrée et de bibliothèque.

Au premier point, l'un des premiers responsables syndicaux dans son intervention a présenté à l'assemblée les deux nouveaux

syndicats. Il s'agit du Syndicat des Enseignants du Préscolaire et du Primaire du Togo (SEPPTO) et du Syndicat des Enseignants du Secondaire du Togo (SESTO). Après la présentation des membres des bureaux exécutifs des deux syndicats, l'orateur est revenu sur les raisons qui ont conduit à la mise sur pied du SEPPTO et du SESTO.

Aussi, a-t-il rappelé les irrégularités graves qui ont émaillé le congrès électif de l'USET tenu à Notsè. Selon l'intervenant, le comité chargé d'organiser légalement le congrès des 21 et 22 mars passé à Notsè a été dépouillé de ses prérogatives au profit d'un groupe disqualifié pour la circonstance. Ensuite, plus d'une vingtaines de procurations se sont révélées fausses

avec de fausses signatures. Par ailleurs, plusieurs enseignants non membres de l'USET se seraient présentés au nom des délégués légalement reconnus qui n'ont pas été convoqués ou qui ont été tout simplement interdits d'accès dans la salle du congrès. Le responsable syndical n'a pas passé sous silence l'incapacité du trésorier de l'USET à dresser le bilan financier pour cause de malversations financières graves.

Pour exemple, les cinq millions de francs cotisés par les enseignants à la première paye des primes de rentrée et de bibliothèque en 2012 auraient été dépensés sans traces par quelques membres de l'ancien bureau de l'USET désavoués par les frondeurs. La liste des irrégularités est assez longue. Pour évi-

ter d'être complice de cette mascarade, deux syndicats de l'enseignement technique ont ainsi mis fin à leur appartenance à l'USET.

C'est justement ce qui a poussé les enseignants du général à créer de nouveaux syndicats d'après les explications du porte-parole du SEPPTO et du SESTO. Ceci dans l'intention de faire route avec le SYNPEPT et le SNEEPTF de l'enseignement technique.

La plateforme revendicative, quant à elle tourne essentiellement autour des points suivants :

- l'abrogation effective du statut d'auxiliaire et la résolution définitive du problème de la CNSS ;
- le traitement rapide et accéléré des dossiers des enseignants restés bloqués dans le circuit administratif et le règlement définitif du paiement régulier de salaires aux normaliens.

- l'octroi de la prime de logement pour toute la carrière enseignante, des primes de nuit et de salissure.

S'agissant du point relatif à la modalité du paiement des primes de rentrée et de bibliothèque, le porte-parole des syndicats de l'enseignement technique a laissé entendre que selon les informations, le gouvernement entend payer désormais en mensualités ces primes. La position de l'assemblée sur ce point a été unanime : percevoir les primes de rentrée et de bibliothèque en une seule tranche et avant la rentrée scolaire prochaine.

Au demeurant, plus personne ne souhaite que l'année scolaire connaisse les perturbations qui ont déjà eu lieu par le passé. C'est pourquoi les syndicats et les enseignants ont l'impérieux devoir de trouver tôt un terrain d'entente en vue d'une rentrée scolaire apaisée.

Théo

Rencontre d'échanges sur la question du civisme :

Les médias sollicités pour un regain de conscience des populations

Depuis l'enclenchement du processus démocratique, le Togo, comme la plupart des pays de la sous région a connu un certain nombre de dérapages qui ont entraîné, non seulement la fragilisation de la vie économique et politique, mais aussi un déchirement du tissu social caractérisé par des comportements inciviques, notamment la destruction des biens publics et privés, des agressions physiques et verbales, l'instrumentalisation des particularismes ethniques, les violations des droits humains et des libertés publiques, la désobéissance à l'autorité.....

Face à cette situation qui constitue un frein pour le développement de notre pays, le gouvernement par l'intermédiaire du ministère de la communication de la culture des sports et de la formation civique, a organisé une rencontre d'échange avec les médias sur leur contribution à la



L'assistance lors de la rencontre

formation citoyenne des populations. La salle de conférence de SAZOF de Lomé a servi de cadre aux travaux de ce séminaire le 21 juillet dernier.

L'objectif visé par cette rencontre est de faire des médias un puissant levier d'éducation et de formation des populations en vue d'induire un véritable changement de comportement des

citoyens, condition sine qua non pour favoriser l'émergence d'institutions fortes et stables animées par des femmes et des hommes de qualité, responsables épris de valeurs éthiques, morales et républicaines.

Pour ce fait, les médias sont appelés à intensifier l'information et la sensibilisation des populations à travers la produc-



La table d'honneur

tion et la diffusion d'émissions, articles, spots et autres sur les valeurs citoyennes. Par cette mission, les médias seront de nouveaux engagés à refixer les repères éthiques et civiques de la communauté en vue d'une bonne émergence d'un citoyen nouveau, d'un citoyen responsable et solidaire qui participera à la consolidation de la démocratie

et au redressement du tissu socio économique du pays.

C'est dans cette perspective que le ministre de la communication, de la culture, des sports et de la formation civique Guy Madjé LORENZO les a tous exhortés à œuvrer davantage et au quotidien à l'éveil de la conscience des populations en renforçant la production et la diffusion d'émission.

Il a été prévu à cet effet une convention de partenariat entre le Ministère chargé de la formation civique et les médias. Le projet de cette convention de partenariat a fait l'objet de débats lors des travaux.

Les amendements apportés par les journalistes présents à ce séminaire seront au centre d'une réflexion lors d'une prochaine rencontre entre les patrons de presse et l'autorité compétente.

Agbé

Fin des travaux d'HCRRUN :

Un satisfécit noté par l'ensemble des participants

Suite de la page 3

gieuses et traditionnelles, aux membres de la société civile, aux représentants d'institutions publiques de se parler en toute franchise et en toute sincérité sur les questions de réformes au Togo.

Aussi, se réjouit-il pour le bel exemple d'engagement que les participants ont eu à démontrer

à travers leur présence et leurs contributions à cet atelier. Pour ce qui concerne les conclusions et les points de convergence du dit atelier, il a réitéré l'engagement du gouvernement qui continuera par jouer sa partition dans la conduite du vaste chantier des réformes constitutionnelles et institutionnelles qui s'inscrivent dans la volonté commune des

Togolais et Togolaises.

Aujourd'hui pour eux, l'impératif de réconciliation nationale et le souci de créer durablement les conditions de paix, de stabilité et de cohésion nationale les interpellent et les appellent à un dépassement de soi et à l'amour de leur patrie.

C'est pourquoi il a exhorté tous les acteurs à s'approprier les

conclusions et les points de convergence de cet important atelier afin qu'elles servent de socle pour la construction des points ou de consensus en vue d'une bonne adaptation des institutions aux réalités au contexte togolais ainsi qu'aux aspirations profondes de la population.

Elom

Les fédérations du CAR haussent le ton :

Me Dodzi Paul Apévon reçoit la dernière sommation

Le seul choix qui reste à faire à un leader qui n'est plus utile à sa formation politique est de quitter la barque pour laisser le parti évoluer dans les normes. Mais tout porte à croire que Me Dodzi Apévon préfère se comporter comme un lépreux qui, à défaut de pouvoir arracher le pot de lait, choisit plutôt de tout renverser. Quel capacité de nuisance !

Après une première interpellation des présidents de fédérations de Comité D'action pour le Renouveau, le président national dudit parti vient de recevoir pour une seconde fois un ultimatum pour se voir bouter hors de la tête du CAR pour cause d'illégalité.

Quel militant accepterait-il croiser les bras et assister en spectateur à la déchéance programmée du parti par celui-là même qui est censé défendre la formation ? Et quand on parle de manipulation, des suppôts à la solde de X ou Y, il est plus qu'important d'amener l'opinion à se faire une réelle intention de ceux qui ont juré la perte du parti. Par des démarches empruntées de légalité, les Présidents de fédérations prendront le moment venu les responsabi-

lités qui sont les leurs.

Cette deuxième interpellation est d'une telle hauteur qu'en lieu et place des insultes, du mépris affiché à l'endroit des présidents fédéraux par Apévon, ceux-ci aucunement perturbés entendent aller avec les moyens légaux au bout de leur logique de sauver le parti.

Depuis huit mois, tous les observateurs sérieux ont pu se faire une idée du président national du CAR, Dodzi Apévon.

En effet, l'homme un responsable de surcroît ne parvient pas à domestiquer son égo et à s'adapter à son milieu. Un trait de caractère qu'il a toujours caché. Comment un président d'un parti peut-il regarder du haut ses militants ? La preuve de la non-maîtrise de son égo surdimensionné réside dans le traitement infligé aux responsables fédéraux qu'il assimile à ses domestiques.

Au début de la crise, le président Apévon avait entraîné dans la périlleuse aventure certains poids lourds mais depuis la sortie de la MUGET, des ardeurs ont été glacées car le président Apévon et ses compagnons se sont rendu compte qu'ils caressaient des mirages et qu'ils n'a-

vaient aucune chance de maîtriser la base militante du parti.

Des démarches des fédérations plus que légales

Dans la deuxième interpellation qui mérite d'être lue avec la raison et non les sentiments, les présidents fédéraux se montrent d'une rare élégance dans leur démarche contrairement à ce qu'Apévon et son camp voudraient faire croire. D'une part, les présidents fédéraux s'indignent de la prise en otage du parti par Apévon et de l'autre, ils lui rappellent de respecter les textes. Et, il est plus que clair que Dodzi Apévon est dans la posture du refus catégorique de convoquer un congrès. Les arguments affichés pour justifier sa volonté de se maintenir à la tête du CAR feraient tiquer un dictateur. Il y a cet élan d'Apévon de jouer sans modération du CAR, il joue au chrono sachant que la porte de sortie est d'une absolue évidence et que les militants et autres électeurs n'admettront plus les coups de force à l'image de celui perpétré par Apévon en 2012 pour rempiler quatre autres années. Dos au mur, Apévon sait qu'un fruit mûr ou pas face aux aléas



Me Apévon Dodzi, Président du CAR

finir par tomber. La résistance n'excéderait pas le 17 octobre et les présidents fédéraux ont été clairs et précis.

Le président Dodzi Apévon renvoie au peuple dans une large mesure et aux militants dans une moindre, l'image peu reluisante d'un potentat dont les seules aspirations priment sur celles des autres. Quelqu'un qui n'est pas capable de se soumettre aux textes qui régissent le parti dont il est le président. Quel gâchis !

Ce que le commun des mortels ne peut pas comprendre se trouve être le fait qu'il soit lui et ses amis dans la dynamique de créer son parti puisque sur les réseaux sociaux, les symboles du nouveau parti circu-

lent. Apévon même avait laissé entendre au début de la crise que si le CAR doit être laissé, il ne laisserait pas même la coquille vide à Agboyibo. Pourquoi, tergiverser à présent quand on est sûr de soi et de ses capacités à réussir l'aventure ?

Les subterfuges avancés en 2012 pour rempiler quatre ans de plus ne pourront plus prospérer en 2016.

Ayant tâté le pool et s'étant rendu compte des réalités de l'heure, à l'image de ces dictateurs qui n'entendent pas organiser les élections et les perdre, Apévon abat ses dernières cartes et elles sont des cartes perdantes qui montrent son vrai profil.

Les militants du CAR dans leur majorité et les analystes politiques attendent de voir par quel détour juridique le maître contesté et accroché à son fauteuil pourra encore résister à la détermination des fédérations du parti à lui arracher la présidence et remettre le train sur les rails pour un nouveau départ.

N.O.

Atelier de formation des agents de l'OTR :

Caissiers et communicateurs outillés sur les techniques d'accueil

La courtoisie est l'une des valeurs cardinales de l'Office Togolaise des Recettes. Et c'est pourquoi depuis la mise sur pied de cette institution, le commissaire général et toute son équipe dans la dynamique de mieux réformer l'économie nationale, se sont engagés à asseoir cette courtoisie en multipliant des séries de formations comme l'accueil professionnel à l'intention du personnel. C'est dans cette perspective qu'elle a initiée avec l'appui du Fonds National d'Apprentissage, de Formation et de Perfectionnement Professionnels (FNAFPP) une autre formation à l'endroit des caissiers et communicateurs le lundi 18 juillet dernier à la salle poudrière du commissariat des douanes.

De nos jours, dans presque tous les domaines, l'accueil demeure le baromètre par lequel on peut arriver à évaluer la qualité de tous services administratifs aussi bien public que privé. C'est ceux à quoi s'attèle l'Office Togolais des Recettes dont l'objectif est de mobiliser et de sécuriser les recettes de l'Etat. Placée sous le thème " techniques d'accueil professionnel ", cette formation qui a été financièrement appuyée par le FNAFPP illustre une fois encore l'attachement de l'OTR à la mission qui lui a été confiée par le Chef de l'Etat Faure Essozma GNASSNGBE.

Le sourire ne coûte rien, mais il peut tout acheter. C'est pourquoi il est important que l'OTR



Les premiers responsables de l'OTR

mettre beaucoup plus d'accent sur les services d'accueil dont la prestation importe pour les clients.

Il urge également de faire en sorte que les usagers et les contribuables puissent être bien accueillis dès qu'ils viennent au près des agents du front office pour des renseignements de tout genre afin qu'il n'y ait pas de frustrations.

Le Commissaire Général, M.

Henri GAPERI, à l'ouverture de l'atelier, a tout d'abord remercié FNAFPP pour son accompagnement financier à l'égard de l'office.

Il a aussi saisi l'occasion pour saluer cette volonté manifeste du cabinet qui a bien voulu former leurs agents dans le but de les amener les jours à venir à mieux faire en matière d'accueil surtout au niveau des services des impôts et des douanes.

Les félicitations du commissaire sont allées également aux agents

pour apprécier le choix qui a été porté individuellement sur chacun d'eux et a rappelé les différents avantages que réserve une bonne pratique des techniques d'accueils en milieu professionnel.

Puisqu'ils le font déjà bien avec la rigueur que s'est imposée l'administration de l'office, le patron de l'OTR les a une fois invités à en faire davantage notamment dans le comportement, gage de succès du développement.

Elom

Rapport sur les accidents de circulation au Togo :

Les Ministres Yark et Ninsao appellent à la vigilance des usagers de la route

Des mesures draconiennes ont été prises

La route ne cesse de tuer malgré les appels à la vigilance des autorités togolaises. A chaque moment où besoin s'impose, les ministres Yark de la sécurité et son collègue des transports M. Ninsao sont dans l'arène pour trouver des voies et moyens susceptibles de circonscrire le mal. Mais l'homme de nature est indocile en dépit des injonctions qu'on lui donne pour éviter le pire.

Face aux accidents de circulation qui deviennent inquiétants, les deux autorités du gouvernement ont fait l'état des lieux avec en toile de fond des mesures draconiennes qui doivent être prises pour éviter tant soit peu ces accidents. Selon les informations, au premier semestre de l'année en cours, les services de police et de gendarmerie ont enregistré 3.407 cas dont 239 morts et 4.116 blessés, soit une hausse de 1.201 cas d'accidents par rapport au dernier semestre de 2015 au cours duquel il a été enregistré 2.206 cas avec à la clé 250 morts et plus de 2.501 blessés.

Le plus inquiétant, c'est que 75,57% de ces accidents et 67,27% des décès sont produits par les engins à deux roues. Ces chiffres ont été rendus publics ce jeudi par les ministres de la Sécurité et de la protection civile, le colonel Yark Damehame, des Infrastructures et des transports, Ninsao Gnofam. Selon les deux ministres, le non-respect du code de la route, l'excès de vitesse, la circulation à gauche, le refus du port de casque aussi bien pour les conducteurs que les passa-



Col Yark Damehame



Ninsao Gnofam

gers, le téléphone au volant ou au guidon de la moto expliquent la recrudescence des accidents sur les routes.

Face à la recrudescence des accidents de circulations, les deux représentants du gouvernement ont expliqué combien il est indispensable de prendre des mesures drastiques.

" Nous allons sensibiliser les usagers de la route, nous allons les encourager. Les conducteurs de deux-roues aussi doivent avoir un permis déjà opérationnel. Une fois qu'ils maîtrisent le code de la route, plusieurs choses peuvent être évitées ", a insisté le ministre de la protection civile. Tout porte à croire qu'aujourd'hui, le danger est réel. Il revient à tous les usagers de la route de faire preuve de bienséance et de prendre conscience pour éviter les accidents pour préserver la vie humaine.

La Rédaction

**LE PUDC, UNE CONTRIBUTION À L'ATTEINTE
DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**



Éliminer l'extrême pauvreté et la faim



Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable



Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge



Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité



Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau



Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable



Réduire les inégalités dans les pays



**PUDC - Bureau du Programme des Nations Unies
pour le Développement au Togo**

40, Avenue des Nations Unies
B.P: 911 Lomé-Togo Tél: +228 22 21 20 08 / 20 22
Fax: +228 22 21 19 16 / www.tg.undp.org



**PROGRAMME D'URGENCE
DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE**



PUDC – TOGO



**SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE
ET DE L'AGROALIMENTAIRE DE LOMÉ**

**5^{ÈME}
EDITION**

&

LA 2^{ÈME} EXPOSITION DE L'EMBALLAGE ET DU PACKAGING

**Professionnels de l'agribusiness, participez
à ces deux rendez-vous pour la promotion de
vos produits, services, technologies et innovations agricoles !**

17-21 Août 2016

Centre Togolais des Expositions
et Foires de Lomé (TOGO 2000)

En attraction, vivez les journées sur :

- la filière du soja bio
- la filière de l'ananas

- le financement des chaînes de valeur agricoles
- l'emballage et le transport des produits agricoles

sialo.org

Info : +228 2230 2727 / 9999 7979
E-mail: centaurecom@yahoo.fr

